



Paris, le 10 juin 2022

Les hésitations du Gouverneur de la Banque de France quant à la modernisation de l'imprimerie de la Banque de France mettent en danger le pilier public européen de fabrication des billets

Au sein de la zone euro, l'imprimerie la Banque de France est le premier producteur public de billets euro. Vielle de près d'un siècle, organisée sur plusieurs étages, exiguë et située en pleine agglomération, l'usine est obsolète depuis plusieurs années. Les conditions de production et de travail y sont dégradées. L'incendie du 9 février 2022, qui aurait pu avoir des conséquences dramatiques, n'en est l'éclatante démonstration.

En 2018, le Gouvernement de la Banque de France annonçait le lancement du projet *Refondation*, un investissement de plus de 200 millions d'euros pour construire une nouvelle usine, accolée à la papèterie de Vic le comte : un outil industriel intégré cohérent. Sans cette modernisation, l'imprimerie est condamnée. Malheureusement, depuis 4 ans, les fonds n'ont toujours pas été débloqués. Anticipant une baisse de l'usage important des billets qui n'arrive pourtant pas et jugeant les salariés des sites trop revendicatifs, la Direction hésite depuis 4 ans à annuler le projet. La décision finale doit être prise le 12 juillet.

La CGT banque de France, la Fédération des finances et INDECOSA dénoncent les attermoissements du Gouverneur de la Banque de France et condamnent le chantage assumé de la Direction qui consiste à conditionner la réalisation du projet à l'acceptation par les salariés d'un « plan de compétitivité » dégradant leurs conditions de travail.

À moyen terme, du projet Refondation dépend la souveraineté des pays de la zone euro en termes d'impression de billets. Si faute d'investissement, le premier imprimeur public de billets venait à disparaître, cela aurait pour conséquence de mettre à mort le pilier public européen de production de billets et donc de privatiser totalement leur impression et la Recherche et Développement associée, avec tous les risques que cela comporte en matière de sécurité et de qualité des coupures. La privatisation d'une telle mission, tant régaliennne qu'essentielle à l'économie, serait totalement irresponsable. Cette activité pourrait de surcroît être assumée par une ou des imprimeries privées européennes hors du territoire, ce qui ne ferait qu'aggraver la détérioration du tissu productif industriel français qu'il est urgent de renforcer. Les citoyens en ont mesuré la fragilité à leurs dépens au début de la pandémie !

La CGT Banque de France, la Fédération des finances CGT et l'association de consommateurs de la CGT INDECOSA réaffirment donc la nécessité d'un tel investissement et condamnent les hésitations et les menaces envers les agents émanant de la Direction. Les enjeux de souveraineté et de stabilité économiques sont cruciaux et ils doivent primer, d'autant que l'Institution, avec un résultat net annuel 2021 qui dépasse 5 milliards d'euros, ne manque pas de moyens pour financer ce projet indispensable à la Société pour une monnaie fiable et de qualité.

Contact : Hugo Coldeboeuf, secrétaire général de la CGT Banque de France, 06 58 08 83 52, hugo.coldeboeuf@acpr.banque-france.fr, hugo.coldeboeuf@gmail.com